

**Statement by Ambassador Marius Grinius
Permanent Representative of Canada to the United Nations, Geneva**

Global Platform for Disaster Risk Reduction

Geneva, June 17, 2009

Mr. Chair, on behalf of the Government of Canada, I would like to extend my appreciation to the ISDR for convening this important meeting.

The events of the last year, including the Sichuan Earthquake, Cyclone Nargis and Hurricane Ike each had a devastating impact: tens of thousands of people were killed; millions more were injured or affected. Most recently, the flooding in the province of Manitoba provided Canada with first hand knowledge of the importance of mitigation measures. These events like those before them in recent years, underscore that no one country is immune to natural hazards, and that measures to reduce disaster risk and vulnerability to natural hazards are of paramount importance.

Canada welcomes this year's Global Platform, and the focus it places on assessing progress made in advancing our shared commitments in the 5 years since the *Hyogo Framework of Action* was adopted. It also provides an opportunity to look critically at the gaps that remain, and to determine how we can best address these challenges together.

Mr. Chair, it is clear that we must adopt a comprehensive approach. Disaster risk reduction must be integrated into long-term development planning, including sustainable development and poverty reduction strategies. Canada continues to work with the UN, World Bank and partner governments to integrate risk reduction concerns in Poverty

Reduction Strategies, Common Country Assessments and Development Assistance Frameworks.

There are also important connections between risk reduction and good governance, such as the development and enforcement of building codes, and implementation of legislation for disaster management. Canada encourages the application of the International Federation of the Red Cross and Red Crescent Movement's *Guidelines for the domestic facilitation and regulation of international disaster relief and initial recovery* and the strengthening of institutional arrangements for effective emergency response. We are taking steps both domestically and internationally to address and advance these goals.

Canada also recognizes the close linkages between climate change and disaster risk reduction. We commend ISDR as it seeks to strengthen ties between these two communities. For example, we welcome the workshop held in Havana in March 2009, co-organized by the secretariats of the ISDR and the UNFCCC and focused on mainstreaming adaptation and disaster risk reduction into national programs and policies.

Canada is also engaged in a number of initiatives and mechanisms aimed at strengthening its own disaster risk reduction measures. We are pleased to note that Canada's National Disaster Mitigation Strategy was approved in January 2008 by Federal, Provincial and Territorial Ministers Responsible for Emergency Management. This strategy enhances Canada's capacity to prevent and reduce the impact of disasters, as well as promote disaster-resilient communities. Canada's Federal, Provincial and Territorial engagement mechanisms reinforce the shared commitments to

disaster mitigation between all jurisdictions. Canada is also working to mitigate risks in the Arctic due to climate change and we coordinate with other coastal Arctic states on search and rescue. In addition to our current initiatives, the Government of Canada is committed to establishing a National Platform on Disaster Risk Reduction to ensure we are able to have the benefit of a wide range of perspectives as we move ahead on collaborative efforts to make disaster mitigation a way of life. We are exploring ways on how we can best structure our National Platform so it is effective, inclusive and sustainable.

Conclusion

Mr. Chair, the need for us to collectively meet our Hyogo commitments is urgent and compelling. While complex, strengthening local, national and regional capacity for preparedness, mitigation and response measures must be a priority. Indeed, for vulnerable populations globally, our collective attention and action to help build resilience to the impacts of natural hazards is more important than ever.



**Déclaration de l'ambassadeur Marius Grinius
Représentant permanent du Canada aux Nations Unies, Genève**

Plateforme mondiale sur la réduction des risques de catastrophe

Genève, le 17 juin 2009

Monsieur le Président, au nom du gouvernement du Canada, j'aimerais exprimer ma reconnaissance à l'équipe de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes pour avoir organisé cette importante réunion.

Les événements de l'an dernier, notamment le séisme au Sichuan, le cyclone Nargis et l'ouragan Ike, ont tous eu des effets dévastateurs : des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie; des millions d'autres ont été blessées ou affectées. Plus récemment, les inondations dans la province du Manitoba ont permis au Canada d'avoir une connaissance directe quant à l'importance des mesures d'atténuation. Ces événements, comme ceux qui les ont précédés au cours des dernières années, soulignent le fait qu'aucun pays n'est à l'abri des catastrophes naturelles; les mesures pour réduire les risques et la vulnérabilité sont extrêmement importantes.

Cette année, le Canada accueille favorablement la plateforme mondiale et l'accent qu'elle met sur l'évaluation des progrès réalisés au cours des cinq dernières années en vue d'atteindre nos engagements communs, soit depuis l'adoption du *Cadre d'action d'Hyogo*. Cette plateforme offre aussi l'occasion d'examiner d'un oeil critique les lacunes qui demeurent et de déterminer les meilleures façons de relever ensemble les défis aux quels nous faisons face.

Monsieur le Président, il est clair que nous devons adopter une approche exhaustive. La réduction des risques de catastrophe doit être intégrée à la planification du développement à long terme, y compris aux stratégies de développement durable et de réduction de la pauvreté. Le Canada continue de collaborer avec les Nations Unies, la Banque mondiale et des gouvernements partenaires pour intégrer les préoccupations visant à réduire les risques dans les stratégies de réduction de la pauvreté, les bilans communs de pays et les plans cadres pour l'aide au développement.

Il existe aussi d'importants liens entre la réduction des risques et une bonne gouvernance, tels que la formulation et la mise à exécution de codes du bâtiment et la mise en œuvre de lois portant sur la gestion des catastrophes. Le Canada encourage l'application des *Lignes directrices relatives à la facilitation et à la réglementation nationales des opérations internationales de secours et d'assistance au relèvement initial en cas de catastrophe* de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que la consolidation d'ententes institutionnelles sur les interventions d'urgence efficaces. Nous prenons des mesures à l'échelle nationale et internationale qui nous mèneront à la réalisation de ces buts.

Le Canada reconnaît également les liens étroits entre les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe. Nous félicitons la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, car elle cherche à renforcer les liens entre ces deux problématiques. Par exemple, nous accueillons l'atelier tenu à La Havane en mars 2009, organisé en collaboration par les secrétariats de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et axé sur l'intégration de l'adaptation et de la réduction des risques de catastrophe aux politiques et aux programmes nationaux.

Le Canada s'est aussi engagé dans un certain nombre d'initiatives et de mécanismes visant à renforcer ses mesures de réduction des risques de catastrophe. Nous sommes ravis de constater qu'en janvier 2008, la Stratégie nationale d'atténuation des catastrophes du Canada a été approuvée par les ministres provinciaux, territoriaux et fédéral responsables de la gestion des urgences. La Stratégie renforce la capacité du Canada à prévenir et à réduire les répercussions des catastrophes, ainsi qu'à favoriser la résistance des collectivités aux catastrophes. Les mécanismes liés à la mobilisation à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale du Canada consolident les engagements communs de toutes les sphères de compétence en ce qui a trait à l'atténuation des catastrophes. Le Canada travaille également à atténuer les risques dans l'Arctique en raison des changements climatiques et coordonne avec d'autres États de l'Arctique côtier sur la recherche et sauvetage. En plus de nos initiatives actuelles, le gouvernement du Canada est déterminé à établir une plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe afin de s'assurer que nous puissions bénéficier de divers points de vue à mesure que nous faisons progresser nos initiatives en collaboration pour faire de l'atténuation des risques un nouveau mode de vie. Nous explorons des manières de mieux structurer notre plateforme nationale afin qu'elle soit efficace, inclusive et durable.

Conclusion

Monsieur le Président, nous avons tous un besoin urgent et impérieux de respecter les engagements pris dans le contexte du *Cadre d'action d'Hyogo*. Bien que complexe, le renforcement des capacités locales, nationales et régionales aux mesures de préparation, d'atténuation et d'intervention doit être une priorité. En effet, pour les populations vulnérables dans le monde, l'attention et l'intervention de tous sont plus

importantes que jamais pour mieux résister aux répercussions des catastrophes naturelles.